

A propos du livre d'André Gorz : Adieux au prolétariat

Le livre d'André Gorz *Adieux au prolétariat* se situe d'emblée dans le cadre de ce que l'auteur appelle la crise du marxisme, la crise du socialisme. Nous ne nous arrêtons pas ici à la critique que Gorz fait de Marx dans la mesure où l'intérêt essentiel du livre ne repose pas là. Ou plutôt, nous ne nous arrêtons pas à sa critique que dans sa partie positive, c'est-à-dire quand l'auteur essaie de rendre compte de la réalité sociale aujourd'hui en France et quand il envisage l'avenir de cette société. Car en effet, si, comme nous le verrons les réponses apportées dans cet ouvrage posent de très sérieux problèmes quant à leur capacité à contribuer à éclairer les conditions de transformation révolutionnaire de cette société, elles n'en correspondent pas moins à des questions réelles posées à tous ceux qui veulent aujourd'hui s'inscrire dans la lutte révolutionnaire. Par ailleurs, dans son argumentation, l'auteur prend en compte assez largement des aspirations qui existent, aspirations à échapper à la logique que le capitalisme impose de plus en plus dans l'ensemble des dimensions de la société.

A propos du sujet historique : adieux au prolétariat

Le prolétariat disqualifié pour la révolution

Dans un premier moment de son argumentation, A.Gorz va s'efforcer de justifier la thèse qui consiste à affirmer que le prolétariat ne constitue plus aujourd'hui une classe révolutionnaire. Cela est lié selon lui au développement du capitalisme qui a engendré progressivement une masse atomisée d'ouvriers sans autonomie ni pouvoir technique. Sur le plan de l'organisation du travail, cela s'est traduit par le Taylorisme, et sur le plan du procès du travail lui-même par une division du travail à outrance. Dans ces conditions, observe l'auteur, l'ouvrier professionnel a pratiquement disparu, lui qui disposait d'une certaine qualification et d'un certain pouvoir dans l'entreprise. Et justement, c'est pour cette raison que la classe ouvrière a perdu sa capacité révolutionnaire : « Avec l'ouvrier professionnel polyvalent, sujet possible de son travail productif et, partout, sujet possible de la transformation révolutionnaire des rapports sociaux, a disparu la classe capable de prendre à son compte le projet socialiste et de le faire passer dans les choses ». Ainsi, si l'on en croit A.Gorz, c'est parce que l'ouvrier s'est trouvé de plus en plus dépossédé de pouvoir sur son travail, pouvoir lié à une certaine qualification, et parce qu'il effectue un travail qui l'assujettit à la machine et son fonctionnement, qu'il se trouve déqualifié pour jouer un rôle dans la transformation révolutionnaire de la société. On relèvera un seul point de cette argumentation : pourquoi l'auteur lie-t-il ainsi directement

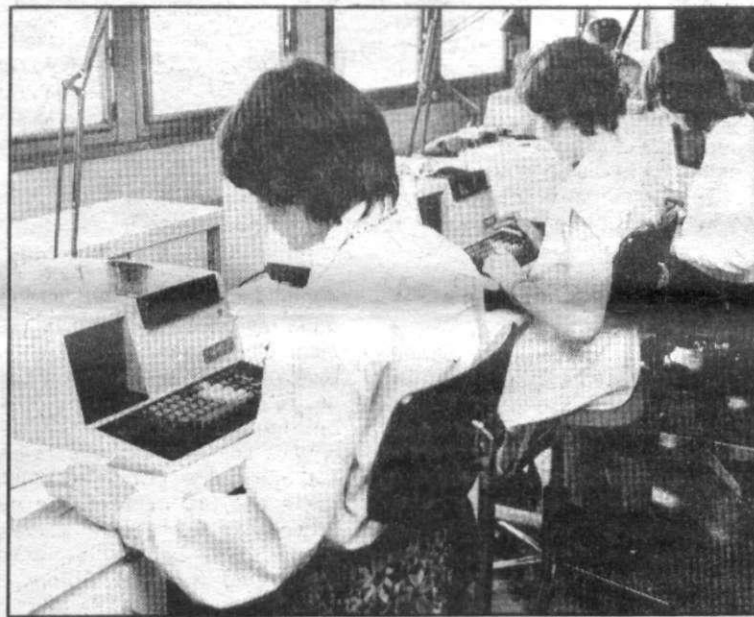
et mécaniquement «sujet possible de travail productif» et «sujet possible de la transformation révolutionnaire» ? Cette équivalence introduite ici entre une maîtrise sur le travail et une capacité révolutionnaire pose un problème : n'opère-t-elle pas une réduction gigantesque du pouvoir issu de la transformation révolutionnaire de la société à la seule maîtrise du procès du travail immédiat, ce qui expliquerait que la masse des ouvriers non-qualifiés soit alors mis par l'auteur en situation de passivité. Mais cette argumentation est d'autant moins convaincante qu'elle s'accompagne de remarques indiquant qu'avec la disparition des ouvriers de métier, disparaissent en même temps les traditions, cultures ouvrières. Il semble que le critère retenu par l'auteur pour juger des capacités révolutionnaires de la classe ouvrière soit celui de niveau professionnel, garantissant un certain pouvoir et une certaine autonomie, et engendrant culture et traditions. Quant à la dimension politique, quant à l'expérience politique de la classe ouvrière, il n'en n'est pas ici question ; et nier une culture, des traditions sous prétexte qu'elles ont pu évoluer ne permet pas non plus de saisir la réalité. Cela n'empêche pas A. Gorz de conclure brutalement : «Le prolétariat est constitutivement incapable de devenir le sujet du pouvoir», conclusion pour le moins partielle du problème soulevé. Mais puisque, dans la logique de l'auteur, le prolétariat se trouve ainsi, sans autre forme de procès écarté de la scène historique, il faut bien trouver un autre sujet historique : c'est la «non-classe des prolétaires post-industriels».

La «non-classe des prolétaires post-industriels»

Quand il s'attache à définir ce regroupement, A.Gorz l'oppose à «la classe ouvrière traditionnelle qui n'est plus qu'une minorité privilégiée». Cette classe ouvrière traditionnelle qu'il nous présentait au début de l'ouvrage comme étant astreinte à un travail déqualifié, assujettie à la machine, sans pouvoir sur son travail : il n'eût sans doute pas été inutile ici de préciser de quels privilèges il est question. Mais là n'est pas l'essentiel de l'argumentation. Cette société, A. Gorz la qualifie de post-industrielle, c'est-à-dire société dans laquelle les forces productives ont connu un tel développement que le travail y est devenu virtuellement superflu, et qui s'accompagne d'une mutation culturelle impliquant «une subversion radicale de l'idéologie, de l'échelle des valeurs, des rapports sociaux instaurés par le capitalisme». Mais c'est de la crise de cette société que naît ce que l'auteur appelle un «prolétariat post-industriel», un «néo-prolétariat», une «non-classe». Qui forme cette «non-classe» de «non-travailleurs» ? Ce sont les chômeurs, actuels et virtuels, ceux qui exercent des emplois précaires, les auxiliaires, les vacataires, les intérimaires, les employés à temps partiel, en d'au-

tres termes ceux qui forment ceux que l'auteur appelle une «nébuleuse d'individus changeants», et qui s'étend à presque toutes les couches de la société, et qui est virtuellement majoritaire. Ici, le critère d'appartenance, c'est la précarité ou le caractère partiel ou absent de l'emploi.

Observons d'abord qu'il est question ici de phénomènes bien réels et qui recouvrent le chômage, le travail intérimaire, les sans-statut, autant de réalités qui se sont effectivement développées avec la crise. Mais le problème, c'est celui des conclusions qui peuvent en être tirées du point de vue de la délimitation du sujet historique aujourd'hui, et de l'ampleur qu'on leur donne. Pour l'auteur, les caractéristiques de ce regroupement, c'est ce qu'il est composé de personnes n'ayant aucun sentiment d'appartenance de classe, qu'il refuse le travail social, qu'il est exclu de la société et dépourvu d'importance sociale, qu'il est généralement surqualifié par rapport aux em-



plis occupés et qu'il ne peut en aucune façon être le sujet d'un projet global. Outre le fait que ce regroupement rassemble des catégories hétéroclites, du point de vue de l'appartenance de classe dont l'une au moins n'y appartient que temporairement («les chômeurs») — il se voit attribuer des caractéristiques qui sont pour le moins généralisées et discutables : sur quelle analyse s'appuie par exemple l'observation selon laquelle les chômeurs ouvriers et autres chômeurs n'auraient aucun sentiment d'appartenance de classe ? Pourquoi refuser à priori à ceux qui se trouvent appartenir à ce regroupement conçu par A.Gorz le fait de vouloir s'inscrire dans un projet global ? Mais restons pour l'instant dans la problématique de l'auteur. On a donc ce regroupement supposé être devenu le sujet historique : à quelle transformation sociale celui-ci se trouve-t-il appelé ?

Quelle rupture ? Quelle alternative ?

Quand A.Gorz examine cette question de la rupture et de l'alternative, se présente une difficulté très sérieuse : on ne sait pas trop si les transformations dont il est question sont réalisées dans le cadre de la société capitaliste, ou si elles concernent ce que l'auteur appelle la société

socialiste post-industrielle ou société communiste. Ou en d'autres termes, il est difficile de savoir s'il y a un moment — celui de la prise du pouvoir — à partir duquel des changements radicaux peuvent être envisagés. Il est vrai que les forces que A.Gorz considère comme sujet social de la transformation révolutionnaire ne semblent pas en situation de s'organiser pour prendre le pouvoir. Il s'agit plutôt pour elles, «de participer à des luttes sociales tenant en échec la classe dominante et la domination de l'appareil d'Etat», de créer de nouveaux types de rapports sociaux impliquant une nouvelle manière de produire, de s'associer dans le travail, de promouvoir de nouvelles valeurs de réciprocité, de tendresse, de gratuité contre la compétition et le rendement, contre le productivisme, contre la logique capitaliste. Cette problématique élude une question centrale : comment penser l'avènement d'une nouvelle société ? Il semble que ce

central planifié, et une sphère de la liberté, où s'exerce souverainement l'activité individuelle et inter-individuelle dans des réalisations ayant leur finalité en elles-mêmes. Tout le problème, selon A.Gorz c'est de donner l'extension maximale à cette dernière sphère, d'élargir ce qu'il appelle cette niche où s'exerce l'auto-organisation, l'autonomie, la coopération, les échanges volontaires, et qui nie radicalement la logique capitaliste ou plus généralement la logique sociale en tant que nécessité. Là il s'agit alors de développer «l'expérimentation sociale, de nouvelles manières de vivre en communauté, de consommer, de produire et de coopérer».

Ce qui semble remarquable ici, c'est le fait que, ce qu'il rapporte à la société dans son ensemble, ce qui relève de nécessités liées à l'existence de la société globale est représentée — quelle que soit la société dont il s'agisse, capitaliste ou socialiste — comme quelque chose de négatif, comme une contrainte difficilement supportable pour les individus. D'où la nécessité d'élargir partout et toujours la sphère individuelle et inter-individuelle. Et on comprend dans ces conditions que cet objectif qui se refuse à être un projet global est fixé à ceux que l'auteur appelle une non-classe qui «se revendique comme subjectivité absolue» et qui aspire à une non-société. On comprend aussi que cette problématique conduise à relativiser au plus haut point la question de la prise du pouvoir dont, selon l'auteur «l'idée est à revoir fondamentalement» et à propos de laquelle il précise «le pouvoir ne peut être pris que par une classe déjà dominante dans les faits». Ainsi il reste à «conquérir, à côté et sur l'agencement des appareils des espaces croissants d'autonomie, sous-traités à la logique de la société la contre-carré et permettant à l'existence individuelle de s'épanouir sans entraves». Mais concrètement, que pourraient être ceux qui s'inscriraient dans cette problématique face à un Etat capitaliste qui dispose de moyens considérables et qui enserré l'essentiel de la société dans sa logique ? Malgré ses dénégations et malgré sa référence aux luttes sociales, on peut craindre que, en définitive, *Adieux au prolétariat*, ne soit un appel à un repli sur la sphère privée, même si celle-ci déborde le strict cadre de la famille.

Ce refus de s'inscrire consciemment dans un projet global de transformation révolutionnaire de la société se trouve brutalement détourné par l'auteur : «// ne s'agit donc plus de savoir où nous allons ni d'épouser les lois immanentes du développement historique. Nous n'allons nulle part, l'histoire n'a pas de sens». Il ne resterait donc dans cette problématique à l'individu qu'à se replier sur sa propre subjectivité et à renoncer à tout projet révolutionnaire. Cette idée n'est pas très neuve et *Adieux au prolétariat* montre en fin de compte à quelle impasse elle conduit, même si par ailleurs, dans ce livre, comme nous l'avons vu, sont soulevées des questions qui méritent examen sérieux.

C.V.